

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 22/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

KIABI LOGISTIQUE SNC

ZAC de Lauwin Planque
59553 Lauwin-Planque

Références : 2024-V1-145
Code AIOT : 0007003800
Annexe : Projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/02/2024 dans l'établissement KIABI LOGISTIQUE SNC implanté ZAC de Lauwin Planque 59553 Lauwin-Planque. L'inspection a été annoncée le 06/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'est déroulée dans le cadre du suivi du plan pluriannuel de contrôle de la DREAL pour l'année 2024. L'objectif était également de faire le point sur les différents PAC déposés par l'exploitant en 2018, 2020 et 2023, en cours d'instruction par nos services.

Le jour de l'inspection l'installation de nouvelles plateformes automatiques est en cours. La plupart des modifications portées à notre connaissance depuis 2018 sont déjà en place.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KIABI LOGISTIQUE SNC

- ZAC de Lauwin Planque 59553 Lauwin-Planque
- Code AIOT : 0007003800
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est implanté sur la ZAC de Lauwin-Planque sur le territoire de la commune de Lauwin-Planque.

L'entrepôt est constitué d'un bâtiment regroupant 11 cellules de stockage de 6 000 m² et d'une hauteur maximale de 13 m.

Les produits stockés sont principalement des vêtements textiles et accessoires destinés à l'approvisionnement des magasins KIABI. Ces articles sont soit conditionnés en cartons et stockés en casier, soit conditionnés en brassées et stockés en penderie ou stockés en racks automatisés (transtockeurs). Le site gère également la préparation des commandes WEB.

La société KIABI est autorisée par arrêté préfectoral du 31 mars 2008 pour l'exploitation d'un entrepôt logistique d'un volume disponible maximal de 825 000 m³.

Thèmes de l'inspection :

- Entrepôt - risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.4. I.	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
2	Moyens incendie - hors EAI	Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 7.9.4	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Moyens incendie - Sprinklage	Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 7.9.4	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 7.9.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Situation administrative - Antériorité	Décret du 24/09/2020	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le jour de l'inspection peu de documents ont pu être présentés. Il est impératif de consolider l'accès, le développement et la tenue à jour des documents de contrôle et de suivi de la maintenance des éléments concourants à la sécurité incendie du site.

En hiérarchisant la gravité et les enjeux potentiels associés aux constats effectués, l'Inspection de l'Environnement a relevé 6 non-conformités. Plusieurs observations / axes d'amélioration sont précisés à l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.4. I.
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ; 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. [...]

Constats :

Le jour de l'inspection aucun état des stocks ni plan de stockage n'a pu être présenté.
Un plan des zones de stockage a été créé et transmis par courriel le 01/03/2024.
Malgré notre demande, aucun état des stocks à la date de la visite d'inspection n'a été transmis.
Aucune gestion ne semble par ailleurs mise en place afin de maîtriser les quantités et matières stockées au sein du site.

L'exploitant précise dans son courriel du 01/03/24 qu'une « photo » du stock est réalisée tous les dimanches et transmise à l'équipe en charge du suivi du stock associé à un rapport. Un extrait de ce rapport nous a été transmis.

Le document est peu exploitable en l'état, afin de répondre à la prescription, notamment en terme d'extraction de données pertinentes avec la situation d'urgence (matières, quantités au sein de chaque cellule, ...) .

Non-conformité 1 : L'exploitant ne dispose pas d'un état des stocks à jour et accessible permettant de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage en cas de gestion d'un évènement accidentel.

Non-conformité 2 : L'exploitant ne dispose pas d'un état des stocks sous forme synthétique permettant de répondre aux besoins d'information de la population.

La visite du site a permis de constater la présence d'articles de types « rebus » de chantier, racks métalliques, chaises de bureau, etc stockés en rack au sein de la cellule 3 notamment dont les quantités et la prise en compte en cas d'incendie ne sont pas garanties.

Par ailleurs le POI du site fait mention de la présence d'un stockage de « déchets dangereux » en cellule 4, ce stockage n'est pas identifié sur le plan de stockage transmis.

Observation : La présence de déchets dangereux au sein du site, mentionnée dans le POI, doit être caractérisée, il convient également de confirmer que ces déchets ne proviennent pas de sites extérieurs.

Observation : Il conviendra d'intégrer à l'état des stocks les différents « rebus » de chantiers et matériaux de bureau stockés en rack en cellule 3 notamment ainsi que les déchets dangereux présents en cellule 4.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Moyens incendie - hors EAI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 7.9.4
Thème(s) : Risques accidentels, moyens incendie - hors EAI
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : - La défense extérieure contre l'incendie sera assurée de telle sorte que les sapeurs-pompiers puissent disposer, durant 2 h, d'un débit d'extinction minimal de 300 m³/h, soit un volume total de 600 m³ d'eau. La défense incendie extérieure comportera : - 8 poteaux d'incendie privés judicieusement répartis (chaque partie de cellule étant à moins de 100 m d'un hydrant), distants entre eux de 150 m et présentant un débit unitaire de 120 m ³ /h sous une pression de 1 bar, - une réserve artificielle aérienne privée de 240 m ³ d'eau utile munie de deux dispositifs fixes d'aspiration 100 mm à moins de 400 m de toute partie de bâtiment, - une réserve enterrée de 240 m ³ d'eau utile à moins de 500 m du bâtiment (réserve ZAC). D' un point de vue général, les appareils d'incendie installés et raccordés à un réseau de distribution devront, suivant qu'il s'agit d'une bouche d'incendie ou d'un poteau d'incendie, être conformes à la norme NFS 61-211 ou NFS 61-213. En particulier, ils devront présenter pendant au moins 2 heures un débit unitaire minimum de 120 m³/h et un débit simultané de 300 m³/h, être à moins de 100 m des entrées du bâtiment à défendre. Leur implantation sera réalisée selon les prescriptions de la norme NFS62-200. ils devront être signalés selon les dispositions de la norme NFS 61-221, la mise en place de la signalisation incombant au propriétaire de l'appareil. La distance entre les appareils, répartis en fonction des risques à défendre, ne doit pas être supérieure à 150 m. [...] En cas d'impossibilité technique de réaliser un réseau avec des hydrants de proximité capable de fournir le débit simultané minimum de 300 m ³ /h mesuré sous une pression de 1 bar, la défense incendie devra être complétée par une ou plusieurs réserves artificielles judicieusement réparties et présentant chacune un volume minimum garanti de 120 m ³ afin d'obtenir une défense incendie globale de 600 m ³ disponibles en 2 heures. [...] - Des robinets d'incendie armés de 40 mm installés conformément aux normes NFS 61-201 et NFS 62-201 ou à la règle R5 de l'APSAD et adaptés aux risques, doivent être placés à proximité des issues. Leur choix et leur nombre doivent être tels que toute la surface des locaux puisse être battue par l'action simultanée de deux lances au moins (tenir compte des aménagements intérieurs). ils sont protégés contre les chocs et le gel et leurs emplacements sont signalés d'une façon visible. Leurs abords sont maintenus constamment dégagés. Les vannes de barrage des robinets d'incendie armés seront situées à l'extérieur et repérées par des panneaux. - Des extincteurs sont répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles, facilement accessibles et repérés au moyen de panneaux indestructibles. [...] Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.
Constats :

Le jour de l'inspection, seul le dernier rapport de contrôle des extincteurs 2023 (société CHUBB) a été présenté par l'exploitant, celui-ci ne fait pas l'objet de remarque particulière de la part de l'inspection.

Par courriel du 01/03/2024, l'exploitant a transmis les éléments suivants :

- rapport de vérification des RIA (AAI) en date de novembre 2023 : celui-ci ne fait pas l'objet d'observation de la part de l'inspection.
- **rapport de vérification des moyens de secours (Bureau Veritas) du 07/12/2023 : ce rapport fait l'objet des remarques ci-dessous concernant les poteaux incendie (PI) :**
 - identification du contrôle de 9 PI alors que le site comporte 8 PI : il convient de mettre en cohérence les éléments transmis (il est par ailleurs précisé dans le POI la présence de 8 PI, toutefois aucun plan ne permet de récoiler ces éléments) ;
 - les débits mesurés à 1 bar sont, pour l'ensemble des PI, inférieurs aux 120 m³/h requis ;
 - absence de mesures de débits en simultané ;
 - le rapport fait état de l'absence de signalisation et numérotation de certains PI ;
 - absence d'éléments de contrôle de la réserve incendie ;

Non-conformité 3 : L'exploitant ne dispose pas des moyens en eaux suffisants pour sa lutte contre l'incendie.

Non-conformité 4 : L'exploitant n'a pas réalisé les mesures de débit en simultané sur l'ensemble des PI.

Non-conformité 5 : L'exploitant n'a pas justifié de la vérification de la réserve incendie du site.

Observation : L'exploitant doit procéder à l'identification et à la numérotation de l'ensemble des points d'eau incendie (PEI).

Observation : Le repérage des RIA n'est pas toujours aisé. Il conviendrait d'améliorer la visibilité de leur affichage.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Moyens incendie – Sprinklage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 7.9.4

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens incendie - Sprinklage

Prescription contrôlée :

[...]

Un réseau d'extinction automatique à eau (ou réseau sprinklers) doit être mis en place pour chaque cellule. Il sera conforme aux normes NFS 62-210 à S 62-215 ou à la règle R1 de l'APSAD. Un espace de 1 mètre est maintenu entre le niveau des têtes de sprinklage et le haut du stockage.

L'alimentation des motopompes doit être secouru. **Le système d'extinction automatique d'incendie doit être conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux normes en vigueur.**

[...]

Article 7.9.2- Entretien des moyens d'intervention :

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. **Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.**

L'unité de sprinklage fait l'objet des dispositions particulières suivantes :

- vérification semestrielle du bon fonctionnement général de l'installation (vérification des pompes, disponibilité du débit, têtes de sprinklage) ;
- essai des pompes hebdomadairement.

Constats :

L'exploitant précise en séance être passé, pour le contrôle de son système d'extinction automatique, du référentiel APSAD au référentiel FM GLOBAL jusqu'à fin 2023. Le jour de l'inspection le référentiel d'inspection n'est pas connu de l'exploitant.

L'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification trimestriel des passages d'eau réalisé par la société AAI en date du 15/12/2023. Un certain nombre d'observations y sont précisées. Le devis correctif réalisé par AAI à la suite du contrôle a été présenté, les actions correctives sont suivies via une GMAO.

L'exploitant indique que la société AAI réalise également un contrôle hebdomadaire des vannes ainsi qu'un contrôle annuel, toutefois l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les documents afférents et ne les a pas transmis a posteriori. Les fréquences de contrôles paraissent par ailleurs en deçà de ce qui est exigé par l'APA du site.

Le seul document présenté ne permet pas de s'assurer de la maintenance ni de la vérification du système d'extinction automatique incendie.

Non-conformité 6 : L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du respect des dispositions particulières de contrôle de son système de sprinklage.

Le système d'extinction automatique incendie doit être conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux normes en vigueur.

Il convient de préciser le référentiel d'inspection (FM GLOBAL ou autre) et de préciser et suivre les fréquences de contrôle associées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 7.9.3

Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie

Prescription contrôlée :

L'établissement doit disposer d'un système de détection automatique d'incendie dans les cellules de stockage avec report centralisé au poste de gardiennage ou au dispositif de télésurveillance. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés.

Les détecteurs d'incendie doivent déclencher une alarme sonore et visuelle au niveau des cellules et dont le report est réalisé au poste de gardiennage ou au dispositif de télésurveillance.

Les détecteurs incendie déclenchent la fermeture de l'ensemble des portes, trappes coupe-feu (passage des convoyeurs) et l'arrêt de l'ensemble des convoyeurs.

[...]

Article 7.9.2- Entretien des moyens d'intervention :

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le jour de l'inspection l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les documents relatifs à la maintenance du système de détection automatique incendie. Malgré la demande de l'inspection ces documents n'ont pas été transmis par ailleurs.

Non-conformité 7 : L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier qu'il dispose d'un système détection automatique incendie avec report centralisé au poste de gardiennage ou au dispositif de télésurveillance.

Il doit également justifier de son bon état et fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques afférents.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Situation administrative – Antériorité

Référence réglementaire : Décret du 24/09/2020

Thème(s) : Situation administrative, antériorité rubriques 1510, 1530, 2662 et 2663

Prescription contrôlée :

Article L.513-1 du code de l'Environnement :

Les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant l'entrée en vigueur du décret.

[...]

Article R.513-1 du code de l'Environnement :

I. - Pour les installations existantes relevant des dispositions de l'article L. 513-1, l'exploitant doit fournir au préfet les indications suivantes :

1° S'il s'agit d'une personne physique, ses nom, prénoms et domicile. S'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique et l'adresse de son siège social, ainsi que la qualité du déclarant ;

2° L'emplacement de l'installation ;

3° La nature et le volume des activités exercées ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles l'installation doit être rangée.

[...]

Constats :

L'exploitant n'a pas produit auprès de l'inspection des installations classées sa déclaration d'antériorité conformément aux dispositions des articles L.513-1 et R.513-1 du Code de l'Environnement. L'article L.513-1 du Code de l'Environnement permet aux exploitants d'installations régulièrement mises en service et soumises, en vertu du décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration, de continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui.

L'article R.513-1 du code de l'environnement précise les informations à fournir au préfet pour pouvoir bénéficier de ce principe des droits acquis.

Observation : L'exploitant est connu de l'administration, toutefois ce document est à transmettre auprès de la préfecture dans les meilleurs délais.

Type de suites proposées : Sans suite